

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
95 · Septembre 2019
AZB 3001 Berne



Remettre la politique sur les bons rails

Dans un peu plus d'un mois, les résultats des élections fédérales 2019 seront connus. Après quatre années perdues à cause de la majorité UDC/PLR en place, il est temps de mettre le cap à gauche pour que des dossiers clefs (primes maladie, climat, égalité ou encore travail) puissent enfin avancer et que des solutions pour toutes et tous se dégagent enfin! Page 6 – 9

MOBILISATION

La campagne bat son plein et, au-delà des traditionnelles affiches, le PS a développé une campagne de mobilisation. Entre enquêtes de quartier, porte-à-porte ou mobilisation téléphonique, nos militant-e-s sont sur tous les fronts. Page 4 – 5

INTERVIEW D'UN PRIX NOBEL

Jacques Dubochet, Prix Nobel de chimie et conseiller communal socialiste vaudois, revient sur les enjeux climatiques, dans une interview accordée au journal des membres alémaniques, «LINKS». Page 10

L'IMAGE DU MOIS



Reuters / Ueslei Marcelino

Alors que l'Amazonie est en feu, la Suisse pense à signer l'accord de libre-échange avec les pays du Mercosur. Les accords de libre-échange devraient toujours être conçus en pensant aux populations locales, pas uniquement aux intérêts des grandes entreprises. Tant que le Brésil ne s'engage pas à mieux protéger l'environnement et la forêt amazonienne ainsi qu'à respecter des conditions de travail dignes, le PS Suisse ne soutiendra pas cet accord.

ANNONCE

MOVENDO

Movendo, l'Institut de formation des fédérations de l'Union syndicale suisse (USS).
Pour le développement de notre programme, nous recherchons, pour le 1er juin 2020 ou à convenir :

deux responsables de formation (chacun-e à 80%, fr. ou all.)

Comme membre d'une petite équipe, vous êtes responsable d'une partie de notre programme global. Vous êtes titulaire d'un titre en pédagogie ou en sciences sociales (Haute école/Université) ou d'une formation équivalente et avez une expérience en formation continue.

Délai de postulation : 31.10.2019. Vous trouvez l'annonce complète sur notre site www.movendo.ch.



Pia Wildberger

Toutes nos félicitations !

Notre apprenti au Secrétariat central à Berne, Stefan Stokanovic, a réussi brillamment son examen final d'apprentissage de commerce. Nous sommes très fiers de lui, et le félicitons chaleureusement – Bravo, Stefan ! « J'ai passé un très bon moment au sein de l'équipe du Secrétariat central, un énorme merci à tout le monde » dit-il. Stefan travaille actuellement au PS Zurich jusqu'aux élections fédérales. Ensuite, il poursuivra sa formation : « C'est surtout la comptabilité qui m'intéresse », explique le jeune homme. Il a déjà une idée précise des cours qu'il veut suivre. Nous te souhaitons beaucoup de succès pour la suite, Stefan !



Une thérapie pour ne plus se voiler la face ?

« L'homosexualité n'est pas une pathologie, mais un symptôme particulier (choix de vie) de patients borderline. ». Pour Jean Yves Henry, naturopathe proposant de soigner l'homosexualité, il ne s'agit que « d'un symptôme, comme le mal de tête ou le rhume des foins. »

Voilà un extrait de ce que l'on peut retrouver en Suisse romande, et il ne s'agit là que d'une version « soft » de ce qui peut être proposé, pour ne pas dire imposé, dans ces thérapies de conversion. Si l'axe retenu est plus religieux, ce sera alors le diable qui aura poussé à agir ainsi, à commettre ce péché devant Dieu, cette maladie.

Ces thérapies de conversion, basées, très souvent, sur des croyances religieuses aussi surannées que nauséabondes, ne seront pas interdites en Suisse. Ainsi en a décidé le Conseil fédéral ! Bien que le gouvernement rappelle que l'homosexualité n'est en rien une maladie et qu'elle ne nécessite donc pas de thérapie, c'est derrière l'absence de législation fédérale que les sept « sages » se retranchent pour justifier leur inaction envers une approche qui promeut le rejet et la haine. Les traces et blessures laissées par ces pseudo-thérapies sont profondes et indélébiles. Alors que de nombreux pays ont interdit ces thérapies, au rang desquels la Chine, le Brésil, l'Argentine, l'Équateur ou encore près d'une vingtaine d'États américains, le Conseil fédéral, une fois encore, se montre bien plus conservateur que la population helvétique.

Plusieurs pays européens se penchent également sur cette question avec, espérons-le, un courage politique un peu plus marqué. À l'heure où les attaques contre les droits acquis et une meilleure protection contre les discriminations reviennent à la mode, il est des signaux gouvernementaux qui feraient pourtant du bien ...

Gaël Bourgeois, rédacteur en chef

Pour les assuré-e-s – contre le lobby des caisses



Michael Sorg,
co-secrétaire
général

Grâce au Parti socialiste, 250 000 personnes supplémentaires bénéficient de subventions pour les primes d'assurance-maladie. Si on vous demande encore ce que fait concrètement le PS pour la population, vous pourrez leur répondre par un exemple très concret : nous sommes venus en aide à 250 000 personnes supplémentaires cette année en réduisant leurs primes.

Nous avons réussi à le faire, car nous n'avons rien lâché. Nous avons suivi le modèle du canton de Vaud, où le PS, en instaurant son initiative de limitation des primes à 10 % du revenu, a obtenu des réductions de primes pour 100 000 personnes supplémentaires. Nous ne craignons pas non plus de saisir la justice lorsque cela s'avère nécessaire. Le PS Lucerne a poursuivi en justice le canton de Lucerne et l'a emporté devant le Tribunal fédéral. Ce dernier a en effet jugé que la réduction des subventions aux primes d'assurance-maladie à Lucerne était illégale, car insuffisantes. Un jugement qui a fait office de déclic, puisque de nombreux autres cantons ont également dû, par la suite et sur intervention des PS cantonaux, adapter leurs subventions pour les primes. Et chaque fois que les majorités bourgeoises refuseront de se conformer à ce principe – comme c'est le cas actuellement dans le canton d'Argovie – nous déposerons une nouvelle plainte.

Mais c'est loin d'être suffisant. Nous sommes dans la dernière ligne droite de la récolte des signatures pour notre initiative d'allègement des primes, qui vise à ce que per-

sonne en Suisse n'ait à consacrer plus de 10 % de son revenu aux primes. La récolte va bon train. Avec un dernier effort de notre part à toutes et tous, nous pourrions obtenir les 120 000 signatures nécessaires d'ici aux élections fédérales.

Mais même tous ces combats menés de front ne suffisent pas à eux seuls, car il faudra patienter encore quelques années avant que notre initiative puisse faire l'objet d'un vote. Nous ne pouvons plus attendre, car la ligne rouge a été franchie en matière de primes. C'est la raison pour laquelle le Groupe socialiste aux Chambres fédérales va déposer une motion parlementaire pour un moratoire sur les primes : les compagnies d'assurance ne doivent plus augmenter les primes jusqu'à ce qu'elles aient réduit leurs réserves. Aujourd'hui, elles disposent de 13,5 milliards (!) de réserves et de provisions. Nous devrions payer de plus en plus de primes pour que les caisses d'assurance-maladie puissent reconstituer des réserves faramineuses ? Non ! Ça suffit !

Finalement, nous demandons le vote de la population lorsque cela est nécessaire. Lors de la session d'automne, le Conseil national statuera sur le choix, libre ou non, du médecin. L'UDC et le PLR veulent abolir le libre choix des médecins et permettre aux compagnies d'assurance de décider vers quel médecin de famille les patients doivent se tourner. Ce n'est pas une option pour le PS : si le lobby des assurances veut passer en force et abolir ce libre choix du médecin, nous monterons au créneau et lancerons un référendum.

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse, Theaterplatz 4, case postale, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction Gaël Bourgeois, Pauline Crettol, Bastian Collet
Production Atelier Bläuer, Berne

Les résultats d'une enquête inédite

DE LA FIN MAI À MI-JUILLET, DES CENTAINES D'ENTRE VOUS SE SONT MOBILISÉS LORS D'ACTI-ONS DE PORTE-À-PORTE POUR ALLER À LA RENCONTRE DE LEURS VOISIN-E-S, RÉCOLTER LEURS PRÉOCCUPATIONS LIÉES AU LIEU DE VIE ET ÉVALUER LA RÉSONNANCE DE NOS THÈMES DE CAMPAGNE. AU TOTAL, PRÈS DE 18 000 PERSONNES ONT ÉTÉ CONTACTÉES PAR PLUS DE 1 300 VOLONTAIRES DANS PAS MOINS DE DIX-SEPT CANTONS. PLUS DE 7 500 ENQUÊTES ONT ÉTÉ EFFECTUÉES. VOICI UN APERÇU DES RÉSULTATS.

La santé ressort en premier dans toutes les régions, davantage encore en Suisse romande. Cette différence est d'autant plus marquée en Valais, où 51,2 % des répondants ont indiqué la santé comme préoccupation la plus importante parmi les thèmes proposés. La population interrogée est particulièrement inquiète du coût des primes d'assurance-maladie. Le climat, en revanche, semble inquiéter davantage les Suisses-allemands (31 %) que les Romands (24 %) et Tessinois interrogés (23 %), bien qu'il reste le thème le plus important pour plus d'un quart de la population ayant répondu. Au Tessin, le travail occupe la deuxième place, devançant d'un point le climat. Ces résultats tendent à indiquer qu'une transition énergétique ne peut être effectuée que si elle est accompagnée de mesures sociales.



Julie Martin, collaboratrice pour la campagne de mobilisation

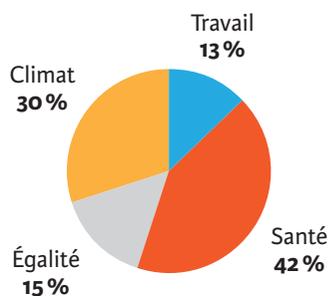
Cette enquête de quartier n'aurait pu être réalisée sans la mobilisation de nos membres qui, pour plusieurs d'entre eux, sont sortis de leur zone de confort afin d'aller à la rencontre de leurs concitoyen-ne-s. Le porte-à-porte n'est certes pas un exercice facile. Il est cependant d'une efficacité inégalable en matière de nombre de conversations qui se concrétisent en vote. Il est en effet prouvé que c'est le moyen de communication le plus efficace pour mobiliser les électeurs/trices, en particulier les abstentionnistes, et les convaincre de se rendre aux urnes. Parfois vue comme intrusive, cette méthode permet pourtant d'échanger avec des personnes qui ne se seraient vraisemblablement jamais arrêtées à un stand. C'est aussi ces personnes-là que le PS souhaite toucher. Afin de pouvoir dialoguer avec le plus d'électeurs/trices

possible, l'engagement de tous nos membres est primordial.

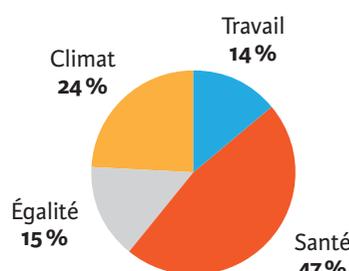
Cet effort de mobilisation de nos camarades et des électeurs/trices, dont le dialogue avec les gens lors du porte-à-porte est un aspect central, n'est pas un élément de campagne isolé. Au contraire, cette mobilisation, débutée en 2015 au niveau du PS Suisse avec les appels aux électeurs/trices, suit une logique à long terme selon laquelle nos militant-e-s jouent un rôle essentiel pour assurer un lien constant avec l'électorat. C'est également un moyen de créer un lien fort entre les membres et le Parti.

La santé est le thème qui ressort en premier dans toutes les régions.

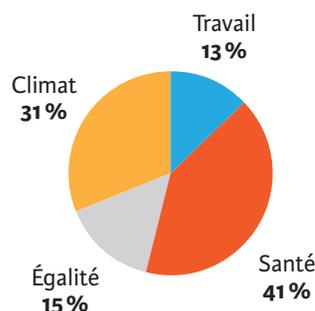
SUISSE



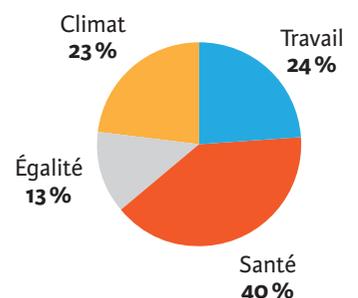
SUISSE ROMANDE



SUISSE ALÉMANIQUE



SUISSE ITALIENNE



Des milliers de membres et sympathisant-e-s ont pris part à des actions de mobilisation dans toute la Suisse. Ici, plusieurs membres participent à une action téléphonique à Zurich.

« Les cantons en action »

LA CAMPAGNE DE MOBILISATION EST L'ÉLÉMENT CENTRAL DE CES ÉLECTIONS FÉDÉRALES, AVEC COMME MOTEUR L'ACTIVATION DES MEMBRES ET DES SYMPATHISANT-E-S. UNE OPÉRATION D'ENVERGURE MISE SUR PIED PAR LE PARTI NATIONAL ET COORDONNÉE AVEC LES PARTIS CANTONAUX QUI Y PARTICIPENT (EN SUISSE ROMANDE FRIBOURG, GENÈVE, VALAIS, VAUD). CYRILLE PURRO, ANIMATEUR DE CAMPAGNE POUR FRIBOURG, RÉPOND À NOS QUESTIONS.

LINKS – En quelques mots, comment décrire le travail d'animateur de campagne ?

Cyrille Purro – Je dirais qu'il s'agit d'un travail basé sur l'activation des membres puis de leur motivation : il a fallu contacter le plus de membres possible, parfois des personnes plutôt « inactives » jusqu'à présent, les former et les motiver à participer aux différentes actions.

Selon toi, quels sont les objectifs principaux de la campagne de mobilisation ? Est-ce que tu peux déjà voir des retombées positives depuis son instauration ?

Selon moi, nous avons comme objectif principal d'aller à la rencontre des citoyennes et citoyens, de leur parler directement pour connaître leurs préoccupations mais aussi pour leur montrer que le PS se soucie d'eux et que nos candidat-e-s, nos élu-e-s se battent quotidiennement pour eux.

Dans le canton de Fribourg, au niveau du parti cantonal, cela nous a permis de faire la connaissance de membres qui n'étaient pas ou peu impliqués jusqu'à aujourd'hui et de mieux les intégrer. Personnellement, j'ai aussi apprécié de voir cette énergie dégagée par nos militant-e-s lorsqu'il s'agissait d'aller à la rencontre des Fribourgeoises et Fribourgeois pour défendre nos valeurs.

Quelles ont été les différentes étapes de la campagne de mobilisation, et qu'est-ce

qu'il reste à faire avant les élections fédérales du 20 octobre ?

La campagne a commencé au mois de mai déjà, lorsque des militant-e-s ont contacté les membres du parti afin de les inviter à participer aux actions de porte-à-porte ou/et aux actions de téléphones aux électeurs/trices. Nous allons encore mener 20 actions téléphoniques pour mobiliser notre électorat. Pour ce faire, nous avons besoin de l'engagement de toutes et de tous !

La culture du porte à porte en Suisse n'est pas très développée, comment a réagi la population quand vous êtes allés à leur rencontre ?

C'était la principale crainte des participant-e-s aux actions : comment la population allait-elle réagir à notre arrivée ? Pour notre plus grand bonheur, l'accueil des Fribourgeois-e-s a été excellent. D'ailleurs, nous avons même reçu des compliments de certaines personnes votant plutôt à droite qui saluaient notre courage. Ce fut une belle expérience et presque tous les participant-e-s ont apprécié ces moments et émis l'idée de le refaire lors de nos futures campagnes.

Il n'a pas du être toujours évident de mobiliser les membres à participer à des actions, qu'est-ce que tu leur disais pour les motiver ?

À Fribourg, nous souhaitons que la gauche récupère le siège perdu il y a quatre ans au

Conseil national. C'est un objectif ambitieux et pour l'atteindre, nous devons nous serrer les coudes et mettre toutes nos forces dans la bataille électorale. Le porte-à-porte et les appels téléphoniques sont des actions inhabituelles pour nous, mais, si nous arrivons à sortir de notre zone de confort, nous nous rendons compte que ce n'est pas si compliqué que ça. Nous avons pu voir également que ce type de campagne fonctionnait lors de différents scrutins cantonaux.

J'essayais donc de leur rappeler les enjeux de ce scrutin et de montrer que ce type d'actions avait déjà été mené auparavant, avec succès. Enfin, en insistant sur le fait que les militant-e-s constituent la richesse de notre parti, j'ai remarqué que cela pouvait aider à les galvaniser.



Cyrille Purro, animateur de campagne pour le PS Fribourg.

Un combat de longue date

DANS LE CANTON DE VAUD, LA BATAILLE A DÉMARRÉ IL Y A PLUS DE 10 ANS. UNE PREMIÈRE INITIATIVE POPULAIRE, LANCÉE EN 2009, EST INVALIDÉE PAR LE TRIBUNAL FÉDÉRAL EN 2013 POUR DES RAISONS FORMELLES. CETTE DÉFAITE D'ÉTAPE NE DÉCOURAGE PAS LES MILITANT-E-S DU PSV, QUI RETOURNENT SUR LE TERRAIN DÉBUT 2014 POUR RÉCOLTER À NOUVEAU DES SIGNATURES.

Le principe de l'initiative est simple: pour alléger le budget des ménages, personne ne doit payer plus de 10 % de son salaire pour ses primes d'assurances maladie. Si ce seuil est dépassé, l'État prend en charge la différence.

En moins de quatre mois, l'initiative aboutit avec plus de 13 000 signatures. L'augmentation des subsides s'est ensuite trouvée au cœur d'un grand compromis droite-gauche dans le cadre de la RIE III vaudoise. En même temps que la suppression des statuts fiscaux spéciaux et la baisse du taux d'imposition des



Rebecca Ruiz,
conseillère d'État (VD)

entreprises, l'initiative populaire du PS est acceptée, avec d'autres mesures sociales compensatoires. Ce compromis historique est validé par plus de 87 % des votants en 2016. Un résultat clair, obtenu grâce à l'engagement du parti et des élu-e-s au Conseil d'État.

Voici pour les étapes qui ont permis d'aboutir à cette victoire importante. Mais qu'en est-il de la mise en œuvre?

Le taux d'effort a été plafonné à 12 % dès septembre 2018, puis à 10 % dès le début de l'année 2019. Des dizaines de milliers d'habitant-e-s du canton ont été informé-e-s de la possibilité de demander un subside. À l'heure actuelle, plus de 260 000 Vaudois-es bénéficient d'une subvention, alors que le canton compte 800 000 habitants. Grâce à ce nouveau régime social, près de 110 000 personnes ont perçu soit l'octroi d'un nouveau subside, soit ont obtenu une aide financière durablement plus élevée.

Il s'agit d'un succès indéniable, car ce système permet d'aider celles et ceux qui en ont le plus besoin à payer leur assurance, en corrigeant ainsi les défauts du système de la prime par tête. Ne pas avoir de prélèvement en fonction du revenu a une conséquence très directe pour la classe moyenne et les plus défavorisés. En effet, selon la dernière enquête suisse sur les ménages, les foyers gagnant moins de 5000 francs par mois paient plus de

primes maladies que d'impôts directs. À l'inverse, les plus aisé-e-s ne consacrent à l'assurance maladie qu'une partie bien moindre de leur budget. Lorsque les partis bourgeois parlent de baisses d'impôts, ils devraient plutôt avoir à l'esprit l'impôt le plus injuste, dès lors qu'il s'agit d'un prélèvement obligatoire: les primes maladie.

En parallèle, il est également indispensable d'agir sur le niveau des coûts, et d'accélérer les efforts dans ce domaine. Il faut intervenir, notamment, sur le prix des médicaments, ainsi qu'en donnant aux cantons les moyens de réguler durablement l'admission des médecins, et enfin en introduisant un meilleur monitoring de l'évolution des dépenses du système de santé. Des statistiques fiables sont indispensables, notamment pour garantir la transparence.

Pour conclure, il reste encore du chemin à parcourir pour alléger le poids des primes dans le budget de tous les ménages de Suisse. À côté des réformes nécessaires de l'assurance-maladie, l'initiative lancée par le PS Suisse est également la bienvenue pour le canton de Vaud, puisque le financement des subsides par la Confédération serait augmenté. Si le financement du dispositif vaudois est assuré à moyen terme, une contribution plus importante de Berne est nécessaire pour de nombreux cantons, et pour que tous les assuré-e-s de Suisse voient le poids des primes être limité dans leurs budgets.

**QUAND
LES PRIMES
AUGMENTENT
PLUS VITE
QUE LE SALAIRE.**



**ALLÉGER LE POIDS DES PRIMES MALADIE.
VOTEZ PS LE 20 OCTOBRE !**



**Les foyers
gagnant moins
de 5000 francs
par mois paient
plus de primes
maladie que
d'impôts directs.**

Réconcilions enfin vies familiale et professionnelle !

QUELQUES MOIS APRÈS LE RAZ-DE-MARÉE VIOLET DE LA GRÈVE DES FEMMES, QUI A VU 500 000 FEMMES ET HOMMES SE MOBILISER POUR L'ÉGALITÉ, LA POSSIBILITÉ DE CONCILIER VIES FAMILIALE ET PROFESSIONNELLE DEMEURE UN ENJEU CRUCIAL POUR RÉALISER ENFIN CETTE ÉGALITÉ TANT ATTENDUE.

Voilà près de 40 ans que l'égalité entre femmes et hommes est ancrée dans la Constitution. Malgré cela, la Suisse reste à la traîne en la matière, notamment pour ce qui est de la conciliation travail-famille. La répartition des rôles et des tâches entre les femmes et les hommes suit la plupart du temps un modèle patriarcal largement dépassé.

La pauvreté des congés parentaux reflète et perpétue ce modèle, qui assigne la sphère privée aux femmes



Liliane Maury Pasquier,
conseillère aux États (GE)

et la sphère publique aux hommes. Le congé maternité est bien en deçà de celui qu'offrent nos voisins européens, ce qui amène encore des femmes à cesser leur activité professionnelle lorsqu'elles deviennent mères. Quant aux pères, ils n'ont droit qu'à un jour de congé à la naissance de leur enfant, comme pour un déménagement !

Une répartition équitable entre travail rémunéré et familial, qui répondrait aux vœux de la plupart des parents, passe par des congés parentaux dignes de ce nom :

congé maternité plus conséquent, congé paternité et congé parental à partager entre les parents. Une implication plus égale des deux parents contribuerait aussi à changer l'image négative de la maternité dans le monde professionnel : combien de femmes redoutent d'annoncer leur grossesse ou se voient licenciées au retour de leur congé maternité ?

L'activité professionnelle des parents dépend aussi de leur possibilité de trouver des services de garde disponibles et abordables pour leurs enfants. Une possibilité très variable selon leur lieu de résidence et de travail. L'accès à un accueil extrafamilial de qualité devrait pourtant être garanti à toutes les familles, quel que soit leur revenu, afin de favoriser l'égalité entre femmes et hommes, mais aussi entre enfants !

Au-delà de la parentalité, le soutien, l'aide et les soins réguliers à un-e proche – le travail de « care » en langage spécialisé ! – restent inégalement répartis entre les hommes et les femmes, celles-ci y étant bien plus souvent impliquées. Un travail exigeant et pourtant très peu reconnu, qui engendre des pertes de salaire et des lacunes dans la prévoyance vieillesse. Il s'agit donc d'instaurer une compensation financière pour le temps dédié à ces soins ainsi que des bonifications dans le système de retraite.

L'inégalité de la répartition des tâches et du niveau des rentes entre les femmes et les hommes découle largement d'une autre : l'inégalité salariale. L'écart de rémunération stagne en Suisse et la part discriminatoire de l'inégalité salariale est même en augmentation ! Il faut donc aller bien plus loin que les décisions prises par la majorité de droite du Parlement et instaurer, pour les entreprises d'une certaine taille, l'obligation d'analyser régulièrement leurs salaires, assortie le cas échéant de sanctions.

Les solutions existent donc pour améliorer les possibilités de concilier vies familiale et professionnelle et, par là même, l'égalité. Ou mieux encore, de les réconcilier. Car il est indigne que, dans la Suisse de 2019, femmes et hommes soient contraint-e-s de bricoler, de jongler, se sentent sous pression, voire subissent des discriminations. Avec une nouvelle majorité au Parlement, les mesures défendues par les socialistes pourront devenir réalité... dans l'intérêt de toutes et tous !

La part discriminatoire de l'inégalité salariale est même en augmentation !

FAMILLE OU TRAVAIL ? MAUVAISE QUESTION.



**RÉALISER ENFIN L'ÉGALITÉ.
VOTEZ PS LE 20 OCTOBRE !**



Exclure du marché du travail ?

AUGMENTER L'ÂGE DE LA RETRAITE, ALORS MÊME QU'IL EST DE PLUS EN PLUS DIFFICILE POUR LES 55+ DE RETROUVER UN EMPLOI SUR L'ACTUEL MARCHÉ DU TRAVAIL ? EN VOILÀ UNE BELLE HYPOCRISIE DE LA PART DES PARTIS DE DROITE. ALORS NON, CETTE SITUATION N'A RIEN D'INÉLUCTABLE. DES MESURES EXISTENT, ELLES ONT ÉTÉ PROPOSÉES OU LE SERONT PROCHAINEMENT, POUR PERMETTRE À TOUT UN CHACUN D'ENVISAGER SEREINEMENT LES ULTIMES DIX ANNÉES PASSÉES DANS LE MONDE PROFESSIONNEL.

Le PS Suisse a adopté, voilà maintenant plus de 4 ans, un papier de position détaillant les mesures visant à protéger, sans plus tarder, les travailleuses et travailleurs âgés. La majorité absolue PLR/UDC du Conseil national est malheureusement parvenue à bloquer nombre de propositions pourtant essentielles. Quatre axes ont ainsi été définis.

Mieux protéger contre les licenciements

Trop de licenciements restent encore aujourd'hui inexplicables et le soup-



Clément Borgeaud,
vice-secrétaire central
de la JS Suisse

çon de remplacement par des jeunes « moins coûteux » plane encore trop souvent. Ainsi, des mesures simples, telles que l'obligation de motiver le licenciement d'une travailleuse ou d'un travailleur de plus de 55 ans, le renversement du fardeau de la preuve avant de procéder à une résiliation de contrat ou la prolongation des délais légaux de résiliation sont des mesures simples, mais qui pourraient se révéler efficaces.

Fonds pour la formation

Afin de rester intégré-e au marché du travail et à l'évolution des technologies, il est essentiel de renforcer la formation continue. Ainsi, dès 45 ans, des offres spécifiques doivent être proposées, permettant des formations ou requalifications complètes, et garantissant les revenus des travailleuses et travailleurs, sur le principe des allocations perte de gain. En effet, qui pourrait aujourd'hui se permettre, à 45 ou 50, d'arrêter de travailler une année pour se former dans un nouveau domaine ?

Création d'une rente-pont

De manière générale, les prestations de l'assurance-chômage doivent être étendues pour les travailleuses et travailleurs de plus de 55 ans. Les difficultés à retrouver un emploi ne doivent pas se traduire par une sortie de l'assurance-chômage pour terminer, après des décennies de labeur, à l'aide sociale. Voilà qui

est tout simplement indigne d'un pays aussi riche et prospère que la Suisse. Des rentes-ponts doivent également être mises sur pied, pour permettre une transition vers la retraite, sans péjoration des rentes.

Contribution de solidarité

Enfin, une contribution de solidarité des secteurs ou des entreprises dans lesquelles la part de collaborateurs/trices de plus de 55 ans, par exemple, est largement inférieure à la moyenne pourrait être envisagée. Elle permettrait ainsi de financer des mesures de formation ou de reconversion au profit des secteurs plus directement concernés.

On le voit, les mesures envisageables sont légion. Dès lors, si elles ne sont aujourd'hui pas en vigueur, c'est bien par un manque de volonté politique, de courage ou encore d'intérêt. Pour que les travailleuses et travailleurs qui approchent de la retraite se voient enfin mieux protégés et mieux accompagnés, il faut briser cette majorité PLR/UDC. Celle-ci n'en a cure des personnes ayant travaillé toute leur vie et qui se voient malgré tout complètement démunies à quelques années d'une retraite pourtant bien méritée...

Alors, le 20 octobre, votez PS, votez JS, votez 60+, votez PS Migrant-e-s ou listes internationales, mais votez socialistes pour que les choses évoluent enfin !

ÉJECTÉ DU MARCHÉ DU TRAVAIL ?



**PROTÉGER LES 50+.
VOTEZ PS LE 20 OCTOBRE !**



Quand on a travaillé toute sa vie, on ne doit pas se retrouver démunni.

Jeunes, moins jeunes, mais toutes et tous grévistes

18 JANVIER, 15 MARS, 6 AVRIL ET 25 MAI ; QUATRE DATES QUI MARQUENT DÉSORMAIS L'HISTOIRE HELVÉTIQUE ET CE N'EST PAS SURFAIT. EN EFFET, LES JEUNES TENTENT DE LAISSER LEUR EMPREINTE, MAIS AUTRE QUE CARBONE, EN INSCRIVANT CES JOURNÉES COMME CELLES DES PLUS GRANDES MOBILISATIONS ESTUDIANTINES DE SUISSE. LE CLIMAT SOUFFRE ET NOUS L'AVONS COMPRIS. IL NE S'AGIT PLUS MAINTENANT DE FAIRE DES PROMESSES, DES ACTIONS SYMBOLIQUES OU DES PETITES RÉFORMES. NON, IL S'AGIT MAINTENANT DE PRENDRE UN VIRAGE À 180° ET D'ENTAMER DES RÉFORMES DIGNES DE L'ENJEU AUQUEL NOUS SOMMES CONFRONTÉS.

Les grèves, qui ont rassemblé des milliers de personnes, n'ont pas reçu le même accueil partout en Suisse. Certains cantons sanctionnent, d'autres tolèrent sous conditions. Mais tous, cependant, ont comme unique et universelle réponse: *le statu quo*. L'heure n'est plus aux bavardages ou aux questionnements. Des réformes doivent rapidement venir du monde politique.

Depuis trop longtemps, la droite dure, UDC et PLR notamment, balayent et rejettent toutes propositions menant à des solutions. Le PS, bien qu'il ait constamment soutenu ces lois écologiques, par exemple la loi sur le CO₂, ne parvient pas à bloquer ces majorités politiques ... Mais le vent tourne!

Le 20 octobre prochain, nous, citoyennes et citoyens auront enfin l'occasion de donner «*un nouveau souffle à la politique suisse*». Le rendez-vous est pris et ce jour annoncera une nouvelle législature moins conservatrice et plus respectueuse de l'environnement. C'est pour cela, entre autres, que les jeunes de ce pays, sont descendus dans la rue.

Le raisonnement est simple. Les politiques sont élus par le peuple. Ce peuple est souverain. Ces politiques trouvent des solutions. Si nos représentant-e-s ne font pas leur devoir, le peuple proteste. Et il est bien là, l'enjeu. Comment ne pas protester contre un gouvernement qui ne trouve pas de solutions à un problème qui en cache pourtant tant d'autres?

Les grévistes ne veulent pas simplement moins prendre la voiture, consommer local ou éviter l'avion. Ils et elles s'attaquent frontalement à la surconsommation et, plus généralement, combattent, parfois inconsciemment, le système économique tel que nous le connaissons.



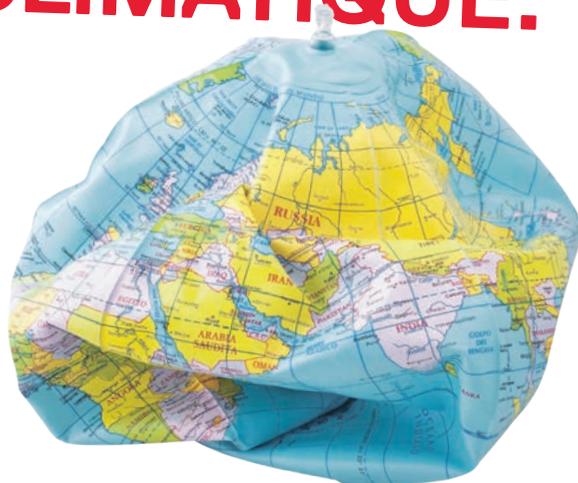
Adrien Pinho, vice-président des JSVR

Les bouleversements climatiques ont déjà comme conséquences, de l'autre côté de la planète, une augmentation des réfugié-e-s climatiques et des mort-e-s. Mais pendant ce temps, le bloc de droite, bien au chaud, confortablement installé, s'amuse à concourir pour savoir lequel d'entre eux appuiera plus compulsivement que les autres sur le bouton rouge situé sur son pupitre. Ce comportement, à terme, rime simplement avec dangerosité, car leur inaction nuira prochainement à toute la population.

Notre rôle, en tant que socialiste: s'opposer au scepticisme affirmé de ces personnes. Il nous faut proposer des mesures concrètes, comme l'interdiction d'ici 2030 de circuler avec une voiture à combustible fossile, le développement immédiat des transports en communs non polluants, et j'en passe. Le «Plan Marshall» du PS est ambitieux et devra être défendu par nos futur-e-s représenté-e-s.

Pour finir, nous devons également penser à préserver la classe moyenne et à faible revenu, qui ne survivrait pas à l'introduction de taxes à tout va. C'est à nous maintenant, jeunes, moins jeunes, mais tous grévistes, d'aller de l'avant en défendant une transition énergétique rapide et surtout sociale.

UN NOUVEAU SOUFFLE POUR LA POLITIQUE CLIMATIQUE.



POUR UNE POLITIQUE CLIMATIQUE SOCIALE. VOTEZ PS LE 20 OCTOBRE !



Les bouleversements climatiques ont déjà des conséquences !

« Réalistes, les revendications peuvent être concrétisées »

JACQUES DUBOCHET, LAURÉAT DU PRIX NOBEL DE CHIMIE ET CONSEILLER COMMUNAL SOCIALISTE AU LÉGISLATIF DE MORGES, S'ENGAGE DEPUIS DES ANNÉES EN FAVEUR DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CLIMAT. AU COURS DES DERNIERS MOIS, IL A ACCOMPAGNÉ LES DÉFILÉS DE LA JEUNESSE CLIMATIQUE ET N'A JAMAIS PERDU ESPOIR.

LINKS – Tu descends dans la rue avec les écoliers et les étudiants alarmés par le réchauffement climatique, pourquoi ?

Jacques Dubochet – Parce qu'ils ont raison ! Nous sommes confrontés à des bouleversements climatiques d'une ampleur historique. Ce sont les enfants d'aujourd'hui et de demain qui seront touchés de plein fouet. Nous devons donc nous engager de toutes nos forces. En agissant maintenant, nous pouvons encore « renverser la vapeur ».

Les revendications des jeunes et de la Jeunesse socialiste suisse sont-elles réalistes ?

En Suisse, nous avons toutes les cartes en main. Il ne tient qu'à nous d'agir ! Par exemple, nous pouvons décider de miser sur l'énergie solaire. Ou bien, nous pouvons faire en sorte qu'une voiture n'ait le droit de rouler que si elle transporte au moins trois passagers. La façon d'atteindre finalement l'objectif « zéro émission nette » de CO₂ est une question technique qui peut être résolue. Les revendications sont réalistes et peuvent être concrétisées, parce que les décisions quant à ce que nous sommes disposés à faire nous appartiennent totalement.

Les revendications diffèrent considérablement l'une de l'autre. L'accent est mis sur l'objectif « zéro émission nette », autrement dit sur la réduction des émissions nettes de CO₂ à zéro.

Les jeunes veulent que l'on atteigne l'objectif « zéro émission nette » d'ici à 2030. L'Initiative

pour les glaciers et l'Accord de Paris sur le climat ont pour horizon temporel l'année 2050. Ces revendications ont valeur de cadre de référence. L'heure n'est plus au « soit..., soit... ». Tout ce que nous réaliserons de positif sera bon à prendre. Atteindre l'objectif « zéro émission nette » d'ici à 2050 serait déjà mieux que rien.

Tu es conseiller communal socialiste au législatif de Morges. Dans ce contexte, peux-tu t'investir dans la lutte climatique ?

C'est très difficile. Le Conseil communal se trouve actuellement dans une impasse. Beaucoup de gens savent que l'humanité fonce droit dans le mur. Ils ont conscience de l'urgence de la situation. Or, de quoi parle le Conseil communal ? De la piscine. On attend tout autre chose d'un débat sur le climat digne de ce nom. Beaucoup de gens ne veulent pas voir la réalité en face.

Le PS en fait-il assez ?

Je trouve le nouveau livre de Roger Nordmann sur le sujet vraiment excellent. Mais qui, à Morges, collecte le plus de signatures en faveur de l'Initiative pour les glaciers ? L'association « Grands-parents pour le climat ». Le PS doit s'engager davantage.

Les milieux réactionnaires affirment qu'il ne sera pas possible de sauver le climat depuis la seule Suisse.

Bien sûr, le climat ne s'arrête pas à la frontière. Nous devons comprendre les interactions à l'œuvre à l'échelle planétaire. Voyons

un exemple avec l'Inde. Là-bas, la mousson ne souffle guère. Et, sur de vastes étendues de terre, plus rien ne pousse à cause de la sécheresse persistante et de la vague de chaleur. Un demi-milliard d'êtres humains est touché. Beaucoup d'entre eux doivent fuir vers les villes et sont relégués au rang de personnes déplacées dans leur propre pays. Pour le moment, on peut certes dire que l'Inde est éloignée. Mais un jour viendra où la migration concernera chacune et chacun d'entre nous. On ne sait pas ce qui va se passer en Suisse.

Face aux nombreuses mauvaises nouvelles, que fais-tu pour ne pas désespérer ?

Il y a des ébauches de solutions... et donc de l'espoir. Avec la concrétisation du scénario « zéro émission nette » d'ici à 2030, nous nous en tirerions à bon compte. Et personne ne connaît l'avenir, il réserve toujours des surprises. J'ai également vécu dans une situation extraordinairement privilégiée au cours des dernières décennies. Je ne peux tout simplement pas croiser les bras et ne rien faire à 77 ans. Si une personne en a l'occasion et la chance, elle se doit d'agir.

Entretien réalisé par Pia Wildberger, rédactrice du journal alémanique des membres du PS Suisse, « LINKS ».

SUR LA PERSONNE

Le professeur honoraire Jacques Dubochet, 77 ans, vit à Morges (VD), où il représente les préoccupations du PS au sein du législatif. Cela fait de nombreuses années qu'il s'engage en faveur de causes politiques – depuis le mouvement antinucléaire jusqu'à la protection du climat. En 2017, il s'est vu décerner le Prix Nobel de chimie.



La Suisse regarde ailleurs

« OPEN ARMS », « OCEAN VIKING », « ELEONORE », « LIFELINE » ... CES BATEAUX HUMANITAIRES DES ONG EUROPÉENNES QUI FONT L'ACTUALITÉ ESTIVALE EN SE BATTANT POUR SAUVER DES MIGRANT-E-S EN MÉDITERRANÉE, AU LARGE DE LA LIBYE RAVAGÉE PAR LA GUERRE ET LES MAFIAS, FONT FACE À L'HOSTILITÉ DES GOUVERNEMENTS ET À L'INDIFFÉRENCE DE L'OPINION PUBLIQUE.

Mario Carera, membre du Comité directeur du PS Suisse



L'Europe enregistre pourtant une nette diminution de la migration via la Méditerranée (Grèce, Espagne, Italie, Malte): 34 100 migrants durant le 1^{er} semestre 2019 contre 57 700 durant la même période 2018. Et cette route de la Méditerranée reste meurtrière. 519 personnes sont décédées de janvier à mai 2019 (662 pour la même période 2018). Alors qu'en Suisse, le nombre de demandes d'asile déposées n'a jamais été aussi bas depuis 2008: 7029 demandes d'asile au premier semestre 2019, soit une baisse de 10,1% par rapport au 1^{er} semestre 2018.

On comprend d'autant moins le silence ou l'embarras de la Suisse, de Karin Keller-Sutter, cheffe du Département fédéral de Justice et Police (DFJP), tout comme d'une partie de l'Europe face à ces drames à répétition. Le scénario est souvent le même, aussi pitoyable que récurrent: les paquebots humanitaires des ONG recueillent des migrant-e-s en perdition, Salvini bloque tout accès à l'Italie, Malte tergiverse et plusieurs pays européens

se répartissent à grand-peine quelques centaines de migrants tout en appelant à une réforme du système de Dublin, réforme bloquée depuis des années (notamment la question de la relocalisation en Europe). Karin Keller-Sutter, elle, déplore « ce retard » dans la réforme et souligne « qu'il faut préférer les solutions durables aux mesures ponctuelles ».

Bonne idée: la cheffe du DFJP devrait présenter ses priorités et les processus, par exemple pour la paix en Libye, en Syrie, la lutte contre la pauvreté en Afrique. Elle devrait aussi relancer la signature par la Suisse du Pacte de l'ONU sur les migrations, bloqué par la droite helvétique et activement s'impliquer dans la réforme tant souhaitée de Dublin. Enfin, le court terme, ponctuel, devrait l'obliger à un minimum d'humanité face aux migrant-e-s en détresse dans la Méditerranée si proche. Des cantons (Vaud, Neuchâtel) pourraient également annoncer leur disponibilité d'accueil et afin de pousser le DFJP à bouger.

Le silence et l'embarras de la Suisse sont incompréhensibles.

LE CHIFFRE

250 000

C'est le nombre de personnes supplémentaires qui ont bénéficié de réductions de primes en 2019 grâce au PS, alors qu'elles en avaient été privées par leurs cantons dans lesquels la majorité bourgeoise fait la loi. Il s'agit des cantons de Lucerne, de Neuchâtel, du Valais, et d'Argovie. Une preuve de plus que le PS s'engage pour des solutions qui améliorent concrètement la vie des gens.

LE RÉSULTAT

341/630

C'est la représentation de la nouvelle coalition en Italie, composée du Mouvement 5 étoiles, du Parti démocrate et des groupes parlementaires Libres et égaux. Ensemble, ils disposent de 341 députés sur 630, soit 54,1% des sièges de la Chambre des députés, et 162 sénateurs sur 319, soit 50,8% des sièges du Sénat de la République. Il est formé à la suite de la rupture de la majorité sortante. Ce gouvernement Conte II succède au gouvernement Conte I, constitué et soutenu par une coalition entre le M5S et la Ligue du Nord de Matteo Salvini.



RAFRAÎCHIR LA POLITIQUE AVEC DU ROUGE.



POUR TOUS, SANS PRIVILÈGES.
VOTEZ PS LE 20 OCTOBRE !



PRIMES
ABORDABLES
POUR TOUTES
ET TOUS

Signez maintenant
l'initiative d'allègement
des primes.

PRIMES



INITIATIVE POUR
LES GLACIERS



Zéro émission de gaz à effet de serre
nette d'ici 2050 ! Mettons enfin la Suisse
sur la voie de la protection du climat.